

50 millions de F_{cfa}
à gagner au BANKO mardi 2 octobre

L'œil
DU **Sahel**
400 FCFA

Directeur de la Publication : Guibaï Gatama

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1128 du lundi 1er octobre 2018

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Paul Biya ne promet rien à l'Extrême-Nord

Pp. 8-10



Présidentielle 2018
Les Hommes d'Akere Muna
dans le Grand-Nord

Pp. 4, 5



**«Le chef de l'État a lancé
la bataille du développe-
ment de l'Extrême-Nord»**

Lire l'interview du député Hamadou Sali,
président de section Rdpdc Diamaré Est.

P. 10



Nord

**Ces freins à
lutte contre
le choléra**

P. 2

Tala Malla-Brahim
**04 personnes
décapitées par
Boko Haram**

P. 2

Adamaoua

**Le Minefop cherche
bâtiments**

P. 3

TALA MALLA-BRAHIM. Le drame s'est produit dans une école publique où les victimes avaient trouvé refuge.

04 personnes décapitées par Boko Haram

Par David Martin

Yanoussé, Oumar, Goni et Nguédjé, tous des habitants de la localité de Tala Malla-Brahim dans l'arrondissement de Kolofata, ont été décapités par les terroristes de Boko Haram dans la nuit du 27 au 28 septembre dernier. Le drame s'est produit dans une école publique de cette bourgade où les victimes avaient trouvé refuge pour passer la nuit. Selon des témoignages des riverains, les terroristes, une dizaine environ, sont arrivés dans la localité aux environs de 23h. «*Ils se sont tenus à la porte de la salle de classe dans laquelle leurs victimes se trouvaient et ont forcé ceux-ci à sortir. Il y avait sept personnes à l'intérieur. Deux d'entre elles ont réussi à escalader le mur et à*

s'enfuir car le bâtiment n'est plus couvert par une toiture depuis qu'elle a été détruite par Boko Haram il y a quatre ans», déclare Blama Madi, habitant de Tala Malla-Brahim.

Les cinq autres occupants, dont un octogénaire, sont sortis de la salle. Les terroristes les ont alors ligoté, en épargnant toutefois le vieil homme. Celui-ci n'en demandait pas temps car profitant d'un moment d'inattention de ses bourreaux, il va disparaître dans les champs de mil environnants. Les quatre autres ont été décapités. «*Ils les ont mis en morceaux. Leur tête était totalement séparée du corps. La scène était macabre. Nous avons dû recoller les morceaux pour les inhumer»,* explique un riverain.

Parmi les victimes, trois



Des terroristes de Boko Haram.

venaient d'intégrer le comité de vigilance du village. «*Oumar, Goni et Nguédjé venaient de terminer leur formation et étaient en attente de leurs badges pour exercer. Ils étaient parmi les rare per-*

sonnes à avoir accepté d'accomplir cette tâche, c'est pourquoi nous pensons qu'ils ont été trahis», regrette pour sa part Mal Goni, habitant de Tala Malla-Brahim. ■

NGAOUNDÉRI. La visite du Minhdu y avait les allures de mobilisation en faveur de Paul Biya.

Jean Claude Mbwentchou en mode campagne électorale



La route passe...

Par Bertrand Ayissi

C'est un Jean-Claude Mbwentchou, le ministre du Développement urbain et de l'habitat (Minduh) paré aux couleurs du Rdpc, qui a visité le chantier de construction des logements sociaux. Tout en rappelant avoir été commis par le chef de l'État, le Minhdu a constaté que le taux d'avancement des travaux est à 80%. Et d'annoncer, comme à son habitude, que l'entreprise Alliances Constructions a jusqu'au 15 novembre pour livrer les travaux. A la suite d'une prise de parole du responsable d'Alliances Constructions, qui a proposé de livrer le chantier entre le 10 et 20 décembre plutôt, Jean-Claude Mbwentchou a revu ses propos. «*Je maintiens que le délai contractuel, c'est le 15 novembre 2018. Mais nous allons voir comment leur donner quelques semaines en plus»,* a-t-il déclaré.

Mais c'était aussi comme faire un mauvais rêve, que de constater le silence du Minhdu sur le délai de deux semaines qu'il a donné le 05 juillet dernier, avec la plus grande fermeté, à l'entreprise HAB SA en charge des travaux de bitumage de l'axe Cathédrale-Bois de Mardock, pour 1,6 mil-

liard FCfa. D'ailleurs, après le Minhdu, c'est le gouverneur, à grand renfort médiatique, qui a lancé les travaux. Mais rien n'a bougé. L'entreprise, lors de la séance de travail avec le Minhdu le 27 septembre dernier, a évoqué les aléas climatiques, notamment la saison des pluies, pour justifier cette situation.

Mais Jean-Claude Mbwentchou n'a plus vu les «*poches d'éléphants*» qu'il a décriées sur la voirie de Ngaoundéré, le 05 juillet. Il a plutôt admiré les travaux d'urgence d'entretien des voiries de Ngaoundéré instruits par le chef de l'Etat, objet de vifs désagréments et critiques, engagés toujours par l'entreprise HAB SA le 17 septembre dernier, pour une cagnotte de 2 milliards FCfa. Et de s'arrêter spécialement pour lire le message adressé par HAB SA, à travers des banderoles disséminées dans la ville : «*HAB SA avec Paul Biya pour une ville de Ngaoundéré au podium d'urbanisation des voiries urbaines*». De fait, ce sont 26 km de route en terre et 19 km de bitume qui doivent être réhabilités. Il s'agit ainsi de «*boucher les trous*» sur les six tronçons revêtus : Carrefour Texaco- Carrefour Sonel- Carrefour- Carrefour Gare voya-



le développement suit.

geur- Gare Marchandises- Carrefour Total Aéroport ; Carrefour Gare Voyageur- Carrefour 12 Poteaux- Carrefour Cifan- Carrefour Aoudi ; et Carrefour Someno- Marché Bamnyanga- Résidence Amao ; Quincaillerie Grand Marché- Maloumri- Quartier Haoussa- Aoudi ; Cinéma Adamaoua- Carrefour An 2000- Marché Baladji- Carrefour Sonel ; Carrefour Ministre- Carrefour Grand Marché Litahi. En ce qui concerne la voirie en terre, sont concernés, 13 axes dont : Carrefour Bocom (Béka Hosséré)- Lycée de Bamnyanga- EHT Cemac ; Carrefour Sabongari América- Résidence Sénateur Djafarou Mohamadou- Bretelle EELC ; Hôpital protestant- Marché Burkina- Jérusalem ; Carrefour Onaref- Intersection RN1 ; Marché de Bamnyanga- Hôpital St Joseph de Marza ; Marché Dang- Sous-préfecture, etc. «*Je me posais la question de savoir comment nous allons survivre à Ngaoundéré. Beaucoup de routes sont devenues impraticables, surtout l'axe Gare marchandises- Carrefour Total Aéroport. Nous avons reçu beaucoup de ministres ces derniers temps, et quand ils passaient sur ces routes, ils étaient malheureux»,* a déclaré

Hamadou Dawa, délégué du gouvernement de la communauté urbaine de Ngaoundéré (CUN).

Des langues se délient cependant au sein de cette institution, au sujet des travaux spéciaux exécutés par HAB SA. «*Le travail est en train d'être mal exécuté. Comment peut-on donner 2 milliards FCfa pour boucher les nids de poule alors que la CUN n'a même pas un budget d'un milliard FCfa ? Cet argent peut bien donner 2 km de route bitumée à Ngaoundéré. Et avec ces 2 milliards FCfa, la CUN pouvait acheter des engins même à hauteur de 500 Millions FCfa pour un entretien continu de la voirie»,* murmure une source. Et ce n'est pas le seul grief relevé. L'octroi de 90 millions FCfa «*liquide*» par le chef de l'Etat, annoncé triomphalement par le gouverneur Kildadi Taguiéké Boukar, aux trois communes d'arrondissements de Ngaoundéré pour lutter contre l'insalubrité, fait problème. «*C'est simplement du folklore. On donne 90 millions, soit 30 millions FCfa à chaque commune pour utiliser des enfants qui doivent balayer les routes, défricher et ramasser les ordures. Entretemps, Hysacam n'a pas ses factures soldées»,* s'indigne un cadre d'Hysacam. ■

NORD.

Ces freins à lutte contre le choléra

Par Olive Atangana

Chaque semaine qui passe voit s'allonger la liste des nouveaux cas de choléra au Cameroun où une épidémie sévit depuis le 18 mai 2018. La semaine qui s'est achevée n'a donc pas déroge à cette règle, et dans la région du Nord particulièrement. Le dernier rapport de la situation en date du 28 septembre révèle en effet la notification de nouveaux cas dans cette région. Soit 317 cas désormais, sur les 394 au total. Le nombre de décès lui reste statique. 30 dans la région et un seul dans le Centre depuis le début de l'épidémie. Et même si aucun cas de décès n'assombrit pas ce tableau macabre, il est à noter 22 cas d'hospitalisations dans trois DS de Santé. Il s'agit de Garoua, Golombé et Pitoa. Aussi, 14 cas ayant un lien épidémiologique avec le Nord sont à signaler. Tout comme l'entrée en scène du District de santé de Logbaba dans la région du Littoral, avec deux cas confirmés, après celui de New Bell il y a quelques semaines. «*L'évolution de cette courbe (Courbe épidémiologique des cas de choléra dans le Nord : Ndlr) laisse penser à une propagation interhumaine persistante. Il est nécessaire d'intensifier la sensibilisation et les mesures d'hygiène et d'assainissement»,* souligne le rapport. Un rapport qui révèle aussi les difficultés qui plombent la lutte contre cette épidémie. Au rang de celles-ci et pas des moindres, la rupture des TDR, le personnel insuffisant et non formé à la prise en charge des malades, le retard de notification des cas de choléra par certains DS et l'implication insuffisante de certains secteurs apparentés. Voilà sans doute pourquoi depuis le 16 septembre, une équipe d'épidémiologistes de terrain du niveau central, est ainsi déployée dans la région du Nord. Avec elle, les actions de sensibilisations et de communication ont permis non seulement de toucher 8341 personnes, mais aussi et surtout, de détecter huit cas suspects de diarrhée. La prise en charge des cas elle, a aidé entre autres, à désinfecter 30 ménages au quartier Soweto dans le DS de Garoua 1 et la fermeture dans le même DS, de 15 points de consommation de Bil-Bil, dans l'aire de santé de Kolléré précisément. Ceci, en attendant la réfection du milieu et la réfection des toilettes. ■

ADAMAOUA. Le ministre Jules Doret Ndongo a touché du doigt les rudes conditions de travail de ses collaborateurs.

Crise d'infrastructures dans les services du Minfof

Par Bertrand Ayissi

Un stylo et un calepin en main, Jules Doret Ndongo, ministre des Forêts et de la Faune (Minfof), a pris contact avec ses collaborateurs le 19 septembre dernier à Ngaoundéré. Une occasion pour le délégué régional de l'Adamaoua, Emmanuel Munakwa, de faire un état des lieux du secteur, au nom de tout le personnel de la région. Et ce sont les infrastructures qui manquent le plus. De fait, la délégation régionale du Minfof de l'Adamaoua, dispose de cinq délégations départementales, 27 postes de contrôle forestier de chasse, en plus de 07 autres à Ngaoundéré 1er, 2e et 3e, Meiganga, Tibati, Banyo et Tignère. Soit un total de 33 postes de contrôle forestier dans l'Adamaoua ; il reste que seulement 7 sont construits, 04 cohabitent avec des administrations et 22 sont à construire. Sur les cinq délégations départementales, trois sont logées dans des bâtiments conventionnés, notamment la Vina, le Djérem et le Faro et Déo. Pire, la délégation du Mayo-Banyo occupe l'ancien poste de contrôle forestier de chasse qu'elle partage avec la délégation départementale de l'Environnement. Pour le moment, seule la délégation départementale du Mbéré est construite, mais nécessite un

entretien, une alimentation en eau et électricité. En vue de l'amélioration des conditions de travail dans ce département, la commune de Djohong a néanmoins octroyé un BIP de 13 millions FCfa au parc national du Mbéré.

En tout cas, la construction de la délégation régionale à Ngaoundéré, est dans la phase des finitions, reste la construction de la clôture. S'agissant du matériel roulant, la délégation régionale dispose d'un camion, d'un véhicule Nissan et deux Pick-up fonctionnels. La délégation de Mayo-Banyo a la dotation la plus récente, celle de 2014. « Toutes les dotations de 2008 sont dans un mauvais état. Les 72 motos, dont la dotation la plus récente date de 2011, sont toutes épaves », a indiqué le délégué régional au ministre. Pourtant, les 128 personnels en service à la délégation régionale de l'Adamaoua, se doivent de continuer à travailler. « Il se dégage un certain déficit sur les plans infrastructurel, matériel et humain. Nos doléances se résument en la construction des bâtiments devant abriter nos services, la dotation en matériel roulant constitué de 65 motos neuves, le redéploiement d'au moins 150 personnels. Devons-nous baisser les bras en attendant des solutions ? Non », a déclaré Emmanuel Munakwa. D'ailleurs, la situation



Jules Doret Ndongo, ministre des Forêts et de la Faune.

est des plus urgentes dans le Djérem. « Le bâtiment qui abrite la délégation départementale du Djérem, est dans un état préoccupant. Ne soyons pas surpris qu'une tempête emporte la toiture un de ces quatre parce que ça coule partout et j'ai des difficultés pour conserver les archives », a alerté le délégué départemental du Djérem.

REDÉPLOIEMENT

Face au ministre, le personnel des Forêts et de la Faune dans l'Adamaoua, a exposé de nombreuses autres difficultés. « Nous souhaitons avoir des primes de risque car partout où nous travaillons, nous risquons nos vies.

Nous avons pour missions d'appuyer certaines aires protégées dans la lutte contre le braconnage. Parfois, nous avons des hommes qui tombent, ceux qui sont blessés... », a déclaré Roger Danwa, contrôleur régional N°5. Edgar Taiga, agent technique adjoint des eaux et forêts en service au parc national de la vallée du Mbéré à Djohong, lui, de signaler au ministre que : « Nous les écogardes, avons un souci. Lorsque nous sommes envoyés au parc, on y passe six mois, pourtant, nous faisons partie de la répression. Normalement, lorsqu'on fait partie de la répression, il n'est pas bon de faire cinq ans au même endroit. On doit être

redéployé. Mais lorsqu'on fait 5 à 6 ans dans une aire protégée, on se familiarise avec les braconniers. Ce qui fait que nous ne pouvons pas exercer notre fonction comme il se doit ».

Concernant les activités de reboisement, les subventions octroyées dans la région de l'Adamaoua s'élèvent à 305 millions FCfa, sur la période 2010-2018. Mais le taux d'évaluation des plantations se situe à moins de 35%. Et depuis deux ans, aucun arbre n'a été mis sous terre, affirme le délégué régional. « Si nous sommes à un taux de 35% de reboisement, ça veut dire que nous avons bel et bien effectué le suivi. Mais pour le reboisement de 2017, après avoir signé les conventions, tous les maires n'ont pas reçu leur quote-part. Et les maires refusent de recevoir parce qu'ils disent n'avoir pas eu des moyens pour cela », justifie le délégué régional.

N'empêche que des résultats sont probants malgré les difficultés. A l'issue des opérations coups de poing et patrouilles, de 2014 à 2018, ont été saisis, cinq tonnes de dépouilles de gibier, 267 perroquets à queues grises, 45 armes dont deux armes de guerre, 65 kg d'écaillés de pangolin, deux peaux de panthère, de lion, de crocodile. ■

NGAOUNDÉRÉ. Fonkwe Joseph Fongang est venu voir la Cour d'Appel et le tribunal administratif livré il y a plusieurs années.

L'étrange visite de travail du SG du Minjustice



Le SG Minjustice et les responsables de la justice à Ngaoundéré.

Par Francis Eboa

Le chantier de la Cour d'Appel de l'Adamaoua a fait les choux gras de la presse pendant plusieurs années. Achievé depuis trois ans et occupé par le procureur général, le président de ladite Cour et leurs collaborateurs, ce n'est que le 27 septembre dernier qu'une équipe conduite par le secrétaire général du ministère de la Justice venue de Yaoundé s'est rendue à Ngaoundéré afin de visiter le bâtiment en question. Fonkwe Joseph Fongang a profité de l'occasion pour visiter le tribunal administratif de Ngaoundéré. « Nous sommes venus inspecter les chantiers en construction, en

suite voir les conditions de travail du personnel judiciaire et au-delà, apprécier la qualité de justice rendu aux justiciables camerounais. C'est pour cela que vous voyez cette délégation de la chancellerie. Après le tour des chantiers, je note avec grande satisfaction que la première phase des travaux à Ngaoundéré a été bien exécutée. Nous avons le bâtiment de la Cour d'Appel qui est fini et occupé. Le personnel judiciaire est ici en confort », apprécie Fonkwe Joseph Fongang, secrétaire général du ministère de la justice.

En effet, la séance de travail organisée par le SG du Minjustice à l'occasion de son séjour à Ngaoundéré, n'a vérita-

blement accouché que d'une souris. Lorsque Fonkwe Joseph Fongang, donne la parole aux personnels judiciaires pour exprimer leurs doléances, tout le monde s'est muré dans le silence pendant au moins trois minutes. « Comme vous n'avez rien à dire, ça va. La séance est levée », conclura Fonkwe Joseph Fongang. Pourtant, les faits sont tout autres. La Cour d'Appel elle-même en question a été équipée en majeure partie par les occupants des différents bureaux. Le centre multimédia du tribunal administratif de Ngaoundéré est envahi par les toiles d'araignée, car aucune machine ne s'y trouve. Les magistrats déployés depuis 2014 n'ont toujours pas jusqu'ici perçu leurs frais de relève. A Meiganga par exemple, le personnel manque de locaux, pour ne citer que ces quelques cas. « Ce n'est pas ce qu'on dit que l'armée est la grande muette. La vraie grande muette se trouve à la justice. Vous avez vu le procureur général et le président de la cour d'appel, sont tous restés sans dire mot. Le magistrat qui allait tenter de poser une question, leur offrait lui-même sa tête. Chez nous ça ne blague pas », a chuchoté un magistrat à la sortie de cette séance de travail. En tout cas, avant de quitter Ngaoundéré, Fonkwe Joseph Fongang, a laissé un message fort. « Une bonne justice a besoin du sang froid, de la célérité dans

le traitement des procédures. Elle ne doit pas violer la loi dans l'art de rendre une décision. La chancellerie ne voudrait plus que, lorsqu'un magistrat est affecté qu'on appelle pour dire qu'il est

parti en laissant des dossiers non signés, non saisis », a martelé Fonkwe Joseph Fongang, secrétaire général au ministère de la justice. ■

L'œil DU Sahel		Trihebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun	
Autorisation N°00019/RDDJ/J06/BASC		Siège : Yaoundé - Tél. : 243 57 99 11	
E-mail : loeildusahel100@yahoo.fr / loeildusahel@gmail.com			
Directeur de la Publication	GUIBAÏ GATAMA, Tél. : 699 92 32 70	Agence de l'Adamaoua	Chef d'Agence : Bertrand AYISSI, Tél. : 696 32 26 35
Conseillers du Directeur de la Publication	David WENAI, Tél. : 699 92 32 71 Francis EBOA, Tél. : 699 10 48 45 ALKALI, Tél. : 699 83 33 06	Agence de l'Extrême-Nord	Chef d'Agence : Jean AREGUEMA, Tél. : 695 08 69 88
Chargé de Mission	Juste Martial ZAMEDJO, Tél. : 697 20 12 05	Agence du Nord	Chef d'Agence : David MARTIN, Tél. : 675 41 73 50 Coordonnateur : Innocent YOUNDA, Tél. : 655 74 18 42
Directeur de l'Édition	Damien KIDAH, Tél. : 675 24 99 59	Agence de Douala :	Chef d'Agence : ALKALI, Tél. : 699 83 33 06
Rédacteur en chef	GUIBAÏ GATAMA	Collaboration	Issa BATAN, Dominique M. MODO, Douworé OUSMANE, LIKAMATA, Aliou DJARIDA, WASKIRANG
Coordonnateur de la rédaction :	Yanick YEMGA, Tél. : 697 95 63 67	Chroniqueurs	MOHAMADOU TALBA BANA BARKA
Coordonnateurs adjoint de la rédaction :	Nadine NDJOMO, Tél. : 697 20 80 82 Bertrand AYISSI	Infographie	Damien KIDAH Juste Martial ZAMEDJO
Secrétaire de rédaction :	Francky Bertrand BENE, Tél. : 677 12 06 41	Caricatures	Jean Aimé ESSAMA (J@imes), Tél. : 699 59 87 82
Chefs de Rubriques :	Politique et Actualité : Yanick YEMGA Economie et Vie des entreprises : Brice R. MBODIAM, Tél. : 696 63 06 63 Santé : Olive ATANGANA, Tél. : 699 36 43 03 Culture et Sport : EBAH ESSONGUE SHABBA, Tél. : 696 07 75 24 Tribunal : Florette MANEDONG, Tél. : 694831773 Environnement : Jean AREGUEMA Société : Bertrand AYISSI Reportage et Education : Nadine NDJOMO	Responsable des Abonnements et de la maintenance :	Lazare KALDAPA VETCHE, Tél. : 674 99 40 71
Rédaction	Raoul GUIVANDA, Yvonne SALAMATOU, Florette MANEDONG, Abdoukarim HAMADOU, Hamadou BAYAM, ABAKACHI, Marie Lucie AYAKA.	Responsables du suivi administratif :	Pierre Célestin OLINGA, Tél. : 674 58 86 30 Nadège BIMOGO, Tél. : 696 70 31 49
		Imprimerie	MACACOS - Tél. : 679 06 32 39

PRÉSIDENTIELLE 2018.

La «dream team» d'Akere Muna dans le Grand-Nord

Le sprint final dans la course pour le fauteuil présidentiel est lancé. À l'instar de ses huit challengers, le bâtonnier Akere Muna va tenter dans cette dernière ligne droite de la campagne électorale, de gagner l'incontournable bataille du Grand-Nord. Un pari fou pour le candidat du Front populaire pour le développement (FPD), qui sait que ce terrain est miné notamment par le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) dont l'étreinte est longue de plus de trois décennies, lui assure un avantage certain dans cette partie du pays. Pour autant, Akere Muna, promoteur d'une nouvelle République, se dit confiant et galvanisé par «*la soif de changement*» de ses compatriotes qui «*aspirent à vivre mieux*». Pour porter ses ambitions dans le Septentrion, cet avocat chevronné et parfaitement bilingue s'est entouré d'une équipe constituée d'hommes et de femmes que nous vous présentons dans cette édition.

Un dossier de la rédaction

HABIBA ISSA.
La guerrière du Nord

Par Innocent-Blaise Youda

C'est à la présidente nationale de l'Upc, Habiba Issa, qu'il revient la responsabilité d'organiser la campagne de Me Akere Muna dans le septentrion. Éluë à la tête de l'Upc en octobre 2017, son parti aura pourtant énormément du mal à définir sa position pour cette élection présidentielle. Malgré la prise de position de certains membres de son directoire en faveur de la candidature de Paul Biya notamment, Habiba Issa s'est voulue radicale sur la question. «*Je suis la présidente nationale de l'Upc. À ce titre, il n'est pas question que des membres décident de façon unilatérale d'engager le parti dans la présidentielle sans l'aval de l'ensemble du comité directeur.*

Mon devoir c'était de proposer une ligne de conduite du parti pour cette élection. La majorité a choisi de soutenir le candidat Akere Muna. J'ai donc décidé de m'engager à ses côtés pour travailler durant la campagne avec mon équipe. Dans la répartition des tâches, nous avons la responsabilité de faire gagner le candidat dans le septentrion et nous y attelons au quotidien.» Explique Habiba Issa.

Née le 4 mai 1975 à Mayo-Oulo, elle devient militante de l'Upc en 2007 officiellement. Le 30 septembre 2013, Issa Habiba est candidate de l'Upc aux élections municipales dans la circonscription de Bafoussam. Un an plus tard, elle gravit un échelon au sein du



parti en devenant le 3e vice-présidente nationale de l'Upc. Une ascension qui sera sanctionnée en octobre 2017 par son élection à la tête du comté directeur. Mais la jeune dame ne fait pas que de la politique. Elle est également une actrice de la société qui gère une fondation baptisée Habiba Issa Stiftung et une association Hinterland, qui œuvre au quotidien pour l'épanouissement des jeunes. ■

JOSEPH ABOUBAKAR.
Le porte-voix dans la Bénoué

Par I-B.Y

Le responsable de la campagne de Me Akere Muna dans la Bénoué paraît plutôt timide quand vous l'abordez.

Joseph Aboubakar, puisqu'il s'agit de lui ne brille pas par l'agitation courante qui caractérise les hommes politiques en cette période campagne. Mais pourtant Joseph Aboubakar nous rassure sur un point. «*L'élection ne se gagne pas parce que vous vous agitez à longueur de journée dans les médias ou sur la place publique. Le résultat est le fruit du travail que vous avez consenti pendant plusieurs semaines voir des mois. Notre stratégie dans la Bénoué est simple, nous avons commencé par une campagne de porte à porte depuis le lancement de la campagne le 22 sep-*

tembre dernier. J'entends des gens dire que le candidat Akere Muna n'est pas sur le terrain, c'est mal nous connaître. Dès la semaine prochaine, nous allons entamer la deuxième phase de notre campagne qui sera cette fois ponctuée par l'organisation des meetings un peu partout dans le département. D'ici à là, le candidat aura certainement effectué une descente lui-même sur le terrain. Nous sommes confiants et nous attendons le verdict des urnes sereinement», explique Joseph Aboubakar.

En dehors de l'organisation de la campagne de Me Akere Muna sur le terrain dans la Bénoué, Joseph Aboubakar veille également que son candidat soit bien

représenté le 7 octobre prochain dans tous les bureaux de vote du département. À ce jour, les représentants de Me Akere Muna dans tous les bureaux de vote des douze arrondissements de la Bénoué sont connus et reçoivent déjà des directives et des conseils pour leur travail ce jour. Pour ce travail dans la Bénoué, Joseph Aboubakar est associé à une équipe d'une vingtaine de jeunes qui ont également pris faits et cause pour l'avocat de renommée internationale. ■

MADAME AICHA.
La pisteuse du Mayo-Louti

Par I-B.Y

Elle fait ses premiers pas comme actrice de premier plan en politique. Ce n'est pourtant pas une situation que semble l'embarrasser. «*Je ne suis pas du tout gênée. C'est un travail que j'ai décidé de faire et je le fais avec beaucoup de plaisir et d'abnégation malgré les difficultés et les embûches que je rencontre. Le travail sur le terrain est très complexe, il faut apprendre à gérer les mentalités de chaque individu et tout le monde ne travaille pas avec vous pour le même objectif, donc vous devez être très prudent et surtout vigilant*», explique Madame Aicha qui explique par ailleurs avoir l'intention de s'investir pleinement en politique même après l'élection présidentielle du 7 octobre prochain.

La native du Mayo-Louti partage sa vie en ce moment entre ses occupations professionnelles et la politique, ce qui l'amène à vivre entre

Yaoundé et le Mayo-Louti où elle entend s'investir en politique. Bien avant son entrée en politique, Madame Aicha s'est illustrée dans le domaine de l'action humanitaire en faveur des populations du Mayo-Louti. «*J'ai longtemps travaillé avec les populations. J'agissais de façon bénévole dans le cadre des actions humanitaires. J'ai notamment offert des livres scolaires et pleins de manuel scolaire pour les écoles de la localité. En plus de ça, je suis à l'origine de plusieurs œuvres sociales en faveur des jeunes et des couches défavorisées. Je n'ai pas eu besoin d'attendre la politique pour venir en aide aux populations. Je crois simplement que maintenant, il faut s'investir le plus possible pour essayer d'apporter sa pierre à l'édifice du changement qui va contribuer à l'amélioration certaine des conditions de vie des populations, d'où mon engagement en*



politique», explique-t-elle.

En attendant, elle s'occupe d'abord de superviser la campagne de Me Akere Muna dans le Mayo-Louti. «*Pour l'instant, il n'y a pas de problème. Malgré quelques difficultés, nous avons investi le terrain depuis le lancement de la campagne dans le cadre de la campagne du porte à porte. Les meetings suivront en début de semaine. Pour l'organisation sur le terrain, tout est déjà en place et nous veillons au grain au fur et à mesure que la date approche*», conclut la responsable départementale de la campagne de l'avocat. ■

WOUNGLY MASSAGA.
Le stratège

Par I-B.Y

Il avait été aperçu à Garoua au mois d'avril dernier. Woungly Massaga, alias commandant Kissamba pourrait notamment prendre part au forum régional de la presse du Nord il s'était vu rendre un hommage particulier par le gouverneur de la région. Depuis lors, il est régulièrement présent à Garoua. Dans la bataille qui oppose les dirigeants de l'UPC en ce moment, Woungly Massaga a pris faits et cause pour Habiba Issa, la dernière présidente élue du parti. Des sources nous ont révélé que ses séjours prolongés à Garoua étaient dus au fait qu'il accompagnait la présidente nationale dans son fief du Nord. Mais officiellement, la présidente de l'Upc a déclaré qu'il fait partie des hommes chargés d'élaborer

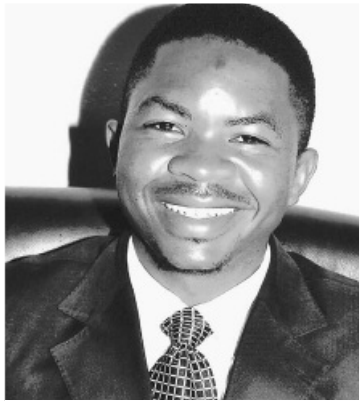
les stratégies de campagne en faveur du candidat Akere Muna dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord. «*Nous avons rallié la candidature de Me Akere Muna. Ce n'est pas une simple déclaration. Nous allons activement participer à œuvrer pour la victoire de notre candidat. Nous sommes chargés de travailler dans les régions septentrionales à cet effet et l'ainé Woungly Massaga va nous apporter toute son expérience*», souligne Habiba Issa.

Un temps aperçu aux côtés de Maurice Kamto, il va finalement se raviser et décider de suivre Habiba Issa dans son ralliement à la candidature de Me Akere Muna. Il devient président de l'Union nationale des étudiants du Kamerun, une offi-

cine de jeunes UPCistes en France au début des années 1960. Sa carrière politique connaîtra alors plusieurs rebonds. Au début des années du multipartisme en 1990, prends une part active au jeu politique nationale. Entre la gestion de sa formation politique créée au début des années 90 et les multiples aller et retour dans la case Upc, il prendra du recul un moment dans ses activités politique avant de rebondir il y a environ deux ans. Cette fois, il travaille aux côtés de la présidente Habiba Issa. ■



IBRAHIM YICHÉ. Le géographe qui joue la carte Akere Muna



Par B.A.

Doctorant à l'université de Ngaoundéré en géographie, Ibrahim Yiché s'est engagé à participer activement à la victoire de son candidat au soir du 07 octobre. Un engagement qui lui a valu des représailles, et une discrimination dans le recrutement comme enseignant à l'École de géologie et d'exploitation minière (Egem) l'université de Ngaoundéré. « J'ai postulé pour être enseignant de géomatique, mais parce que je soutiens Akere Muna, on m'a mis de côté. On m'a clairement dit de faire le choix entre le recrutement et Akere Muna. Je suis un homme et je n'aime pas des conditions qui ne cadrent pas avec ma conviction. C'est pour cela que j'ai refusé cette condition », affirme sans regret de cette page sombre de son engagement politique. Téméraire et

confiant, il n'a donc pas cédé au chantage.

Avec son mouvement Afro/Action, il a recruté au moins vingt jeunes dans toutes les communes du Grand-Nord pour battre campagne au profit d'Akere Muna. Et pour que leurs voix ne soient volées, il a déjà pris toutes les dispositions pour que dans tous les bureaux de vote des régions septentrionales, on retrouve un scrutateur du candidat Akere Muna. Il reconnaît que jusqu'ici, la campagne électorale de son mentor est encore timide, mais indique que son mouvement et le mouvement Now travaillent sans tambour ni trompette. Pour lui, « c'est cela la meilleure stratégie. Pas forcément les grands meetings où ne retrouvent que des badauds ». L'ancien délégué général des étudiants de l'université de Ngaoundéré s'est investi à fond pour porter Akere Muna à la victoire. « L'élection d'un anglophone à la tête du Cameroun pourra résoudre la crise qui sévit actuellement dans les régions anglophones », argue-t-il.

Dans la région de l'Extrême-Nord, il est rare de voir un pasteur s'engager dans la politique. Mais Pierre Bouba, né le 03 mars 1979 dans l'arrondissement de Mayo-Moskoto, a brisé cette perception qui semble être un tabou. « Je suis un citoyen camerounais et je veux contribuer à bâtir la nouvelle République. Mes responsabilités pastorales ne sont pas incompatibles avec la politique », répond-il à ses détracteurs. L'homme de Dieu appartenant à l'Union des

églises évangéliques au Cmeroun (UEEC a décidé de militer en faveur d'Akere Muna. Parmi les neuf candidats à l'élection présidentielle du 07 octobre 2018, c'est sur Akere Muna qu'il a jeté son dévolu. Selon lui, c'est un choix sage et réfléchi, car son champion a le profil de l'emploi. « Akere Muna promeut la transparence et la justice. Il est rempli d'expérience et connaît bien le pays et le monde extérieur. Il n'aime pas le favoritisme. Donc, il a les meilleures qualités parmi les neuf candidats pour le fauteuil présidentiel. Il s'est engagé à créer des emplois pour les jeunes et à mettre fin aux souffrances des Camerounais. Grâce aux hautes responsabilités qu'il a occupées à l'international, il fera rayonner la diplomatie camerounaise ». C'est donc fort de ces qualités que le pasteur Pierre Bouba a décidé de soutenir Akere Muna et est devenu aujourd'hui, le coordonnateur de son mouvement « Now » dans le département du Mayo-Tsanaga, région de l'Extrême-Nord. Malgré ses charges pastorales, il s'est donné pour mission de battre campagne pour porter son candidat à la magistrature. « Nous faisons la porte à porte auprès des populations. Nous avons opté pour cette méthode systématique pour pouvoir bien présenter le projet de société de notre candidat aux populations », précise-t-il. Pour lui, si Akere Muna est élu, il dirigera le Cameroun dans la crainte de Dieu en promouvant la justice, la bonne gouvernance et la transparence. ■

PAGORÉ HAMADOU. L'atout jeune du bâtonnier

Par B.A.

L'apparence timide qu'affiche Pagoré Hamadou au premier contact, trompe quelque peu sur sa réelle personnalité. Surtout en politique. Jeune né le 18 mars 1995 à Maroua, il est bel et bien le coordonnateur régional du « Mouvement Now » dans l'Adamaoua. « Quand l'équipe d'Akéré Muna me contacte en novembre 2017, ce n'est pas pour être coordonnateur. Il était question d'implémenter le Mouvement Now dans l'Adamaoua. Mais ma hiérarchie m'a jugé apte et m'a confié le poste en février 2018 », indique-t-il. D'ailleurs, le Mouvement créé par le candidat Akéré Muna, avec plus de 2000 membres dans les 21 arrondissements, se porte très bien dans la région château d'eau, et est paré pour la victoire sans appel de son candidat le 07 octobre. « Au soir du 07 octobre, c'est avec un incommensurable honneur qu'on va

assister à l'avènement de la nouvelle République ; nous serons à Etoudi. Car de nos échanges avec l'électorat de l'Adamaoua, des populations nous disent que Akéré Muna est le candidat idéal. Ce, après leur avoir présenté notre projet de société. Notre mouvement est constitué en majeure partie de jeunes, mais nous avons un écho favorable auprès des personnes âgées qui se lient à nous et nous soutiennent », fait savoir Pagoré Hamadou.

Étudiant en droit à l'université de Ngaoundéré, le fils de l'Extrême-Nord ambitieux premièrement de faire des études en médecine. Loin de tout regret, il rêve aujourd'hui de devenir avocat comme Akéré Muna. « Je ne suis pas derrière Akéré Muna, je suis derrière les idéaux qu'il défend. Il me fait rêver et je pense que nous allons cheminer ensemble pour très longtemps », précise-t-il. Le jeune homme svelte et grand de taille doit son entrée en politique à un de ses parrains, le



député Ahmadou Adji de l'Undp dans le Diamaré. Mais Pagoré Hamadou dit n'avoir pas été militant, mais s'être inscrit dans la logique de l'apprentissage du milieu politique. En 2009, il est ainsi député junior et co-président de l'Assemblée nationale la même année. Bien que n'ayant donc véritablement été militant d'un parti politique, Pagoré ne pense pas pouvoir se départir du domaine. « Il m'est plus facile de faire de la politique que toute autre chose. J'ai tout le temps pour faire mes classes en politique et on verra », déclare-t-il. ■

BÉBÉ BERTHE. L'amazone de la nouvelle République

Par B. A.

« L'heure n'est plus à manger et à boire. Il est temps de changer les mentalités en votant le bulletin orange d'Akéré Muna. Nous n'avons pas besoin d'acheter des gens qui sont conscients que rien ne marche. Nous savons que les électeurs vont voter notre candidat ». Bébé Berthe ne fait pas que tenir ces propos, elle les met en pratique. Pas une seconde à perdre au siège du parti FPD à Ngaoundéré, le 26 septembre dernier, la jeune dame a le cœur à l'ouvrage. En filigrane, elle est dans l'élaboration de la stratégie de déploiement des affiches de campagnes du candidat Akéré Muna, déjà disponibles à Ngaoundéré, à en croire ses affirmations. Mais il ne s'agit d'un détail, car en collaboration avec tous les cadres et militants du parti dans l'Adamaoua et sur l'étendue du territoire national, Bébé Berthe,



secrétaire général du FPD, est dans une campagne de porte-à-porte depuis le 23 juin dernier. « Après l'investiture du bâtonnier Akéré Muna, nous avons initié des rencontres de proximité avec les populations, pour faire connaître le parti à l'échelle nationale et internationale, qui était un peu restreint à Ngaoundéré. Mais nous présentons aussi notre projet de société à toutes les populations. Le matin quand nous arrivons, nous déployons des équipes dans diverses localités. Nous avons

résultats concrets et sommes satisfaits du travail abattu sur le terrain », confie-t-elle.

Le travail fait par les équipes du FPD particulièrement dans l'Adamaoua, rassure Bébé Berthe de la victoire d'Akéré Muna le 07 octobre. « Il va remporter l'élection. Je m'en tiens au fait que nos interlocuteurs prennent très au sérieux l'élan de changement que propose notre candidat. Nous serons à Etoudi, nous sommes confiants », se convainc-t-elle. Née le 27 mai 1978 à Mbé, dans le département de la Vina, Bébé Berthe arrête ses études au niveau secondaire. Comme femme politique, elle n'a jusque-là milité qu'au FPD, parti auquel elle adhère en septembre 2013 lors des élections municipales et législatives. Une fidélité que voue d'ailleurs cette femme au foyer et mère d'enfants à sa famille, malgré cette période électorale très absorbante. ■

DOUKOU DARMAN. La surprise du chef

Par Bertrand Ayissi

Lorsque le 23 juin 2018, Akéré Tabeng Muna tient son meeting après son investiture à Ngaoundéré par le Front populaire pour le développement (FPD), très peu de personnes connaissaient Doukou Darman comme acteur politique de l'Adamaoua. Pourtant, celui qui a été rendu possible l'investiture du bâtonnier candidat, c'est bien le coordonnateur national du FPD. C'est que, Doukou Darman s'est fait le plus discret jusqu'au 23 juin. Pourtant, son parcours politique a débuté en 2007 pour en arriver à la création de son parti. « Nous nous sommes engagés en politique dans un autre parti, la Rcpu d'Abbo Aboubakar. Nous sommes allés aux élections en 2007 à Ngaoundéré. Mais curieusement, au sortir de ces élections municipales, nous avons demandé aux responsables de la Rcpu de convoquer une assemblée générale ou un congrès pour relancer le parti. Une demande qui n'a pas eu un écho favorable. Mais étant encore des étudiants, nous avons décidé de tenter cette grande aventure politique : créer et mettre en place un parti politique en 2007. Et pendant deux ans, nous nous sommes consacrés à la rédaction des statuts et des textes du parti sur place à Ngaoundéré. C'était à l'époque du gouverneur Enow Abrams Egbe et la toute première autorité que nous avons rencontrée, c'était le préfet Haman Daïrou qui nous avait très bien reçus et donné certaines orientations et de la documentation. Nous avons donc pu constituer le dossier pour légaliser le parti et nous l'avons déposé dans les Services du gouver-



neur à Ngaoundéré. Après trois à quatre mois d'étude du dossier, le Front populaire pour le Développement (FPD) a été légalisé le 16 mars 2010 », relate-t-il.

Le FPD, que son coordonnateur national a toujours qualifié de parti de propositions et non d'opposition, entre en contact avec Me Akéré Muna « par la magie des réseaux sociaux ». Et son parti, il en est conscient et s'en convainc, fait trembler le parti au pouvoir. Le FPD s'achemine vers la dynamique du changement, avec l'élection de son candidat Akéré Muna, le 07 octobre. Et depuis que ce fils de Meiganga a vu le jour en 1979, il a toujours cru en ce qu'il fait. Titulaire d'une licence en lettres modernes françaises obtenue à l'université de Yaoundé, il officie d'abord comme enseignant vacataire de français dans des établissements de l'Adamaoua. Mais passionné par l'audiovisuel, Doukou Darman fait une formation sanctionnée par un BTS en réalisation et audiovisuel. Il s'occupe donc au quotidien à la réalisation, l'audiovisuel et la production. ■

PIERRE BOUBA. Le soutien pastoral d'Akere Muna

Par J. A.

Dans la région de l'Extrême-Nord, il est rare de voir un pasteur s'engager dans la politique. Mais Pierre Bouba, né le 03 mars 1979 dans l'arrondissement de Mayo-Moskoto, a brisé ce tabou. « Je suis un citoyen camerounais et je veux contribuer à bâtir la nouvelle République. Mes responsabilités pastorales ne sont pas incompatibles avec la politique », répond-il à ses détracteurs. L'homme de Dieu appartenant à l'Union des églises évangéliques au Cmeroun (UEEC a décidé de militer en faveur d'Akere Muna. Parmi les neuf candidats à l'élection présidentielle du 07 octobre 2018, c'est sur Akere Muna qu'il a jeté son dévolu. Selon lui, c'est un choix sage et réfléchi, car son champion a le profil de l'emploi. « Akere Muna promeut la transparence et la justice. Il est rempli d'expérience et connaît bien le pays et le monde extérieur. Il n'aime pas le favoritisme. Donc, il a les meilleures qualités parmi les neuf candidats pour le fauteuil présidentiel. Il s'est engagé à créer des emplois pour les jeunes et à mettre fin aux souffrances des Camerounais. Grâce aux hautes responsabilités qu'il a occupées à l'international, il fera rayonner la diplomatie camerounaise ». C'est donc fort de ces qualités que le pasteur Pierre Bouba a décidé de soutenir Akere Muna jusqu'à devenir aujourd'hui, le coordonnateur de son mouvement « Now » dans le



département du Mayo-Tsanaga, région de l'Extrême-Nord. Malgré ses charges pastorales, il s'est donné pour mission de battre campagne pour porter son candidat à la magistrature. « Nous faisons la porte à porte auprès des populations. Nous avons opté pour cette méthode systématique pour pouvoir bien présenter le projet de société de notre candidat aux populations », précise-t-il. Pour lui, si Akere Muna est élu, il dirigera le Cameroun dans la crainte de Dieu en promouvant la justice, la bonne gouvernance et la transparence. À la question de savoir si son engagement en faveur d'un candidat ne va pas influencer sur les fidèles de son église, le pasteur Pierre répond sans ambages que « je présente le projet de société de notre candidat à mes fidèles. Mais au moment du vote, ils sont libres de leur choix. Je ne les oblige à voter Akere Muna », tranche-t-il à propos de cette polémique. ■

EXTRÊME-NORD. Le meeting du candidat du Social Democratic Front était très couru.

Joshua Osih en super star

Par Vladimir Martin

C'est devant une foule de jeunes en extase que le candidat du Social Democratic Front (SDF) s'est exprimé. Joshua Osih séjourne depuis quelques jours dans la région de l'Extrême-Nord pour y battre campagne. À Maroua où il a tenu un meeting à la veille de l'arrivée du candidat Paul Biya, Joshua Osih n'est pas passé par quatre chemins pour fustiger l'échec du régime de Paul Biya. « Vous savez que celui qui vient ici tous les 7 ans pour voler vos voix et partir avec arrive demain ! Je suis venu vous voir aujourd'hui avant son arrivée pour que vous lui criez tout haut que vous ne voulez plus de son régime. Vous n'êtes pas des moutons », leur a-t-il dit. Un appel qui a eu l'assentiment des militants du SDF réunis à la place des fêtes de Maroua le 28 septembre dernier. Motivé à bloc, Joshua Osih n'a pas manqué de trouver les phrases fortes pour dire à qui de droit que le Cameroun est mal gouverné. « Le Cameroun n'est pas pauvre, Monsieur Biya l'a simplement appauvri », a-t-il martelé à ses jeunes militants. Pour sortir le Cameroun du gouffre, le candidat du SDF veut prôner les égalités sociales, rehausser la qua-



Un enseignant qui dispense un cours

lité des infrastructures et offrir les mêmes opportunités à tous les Camerounais, quelque en soit leur origine. Une idée dit-t-il, qui est clairement présentée dans son projet de société. Il en appelle à la responsabilité de la fonction présidentielle. « Le Cameroun a besoin d'un président responsable de ses fonctions » n'a cessé de marteler Joshua Osih. Des responsabilités qui passeront certainement par un certain nombre de mesures.

S'il est élu président de la République le 7 octobre prochain, Joshua Osih promet de rendre son autonomie aux régions. « Quand vous m'élez le

7 octobre prochain, je vais prôner la gouvernance locale. Les ressources produites à Maroua iront aux populations de Maroua. Plus question d'attendre les décisions de Yaoundé pour des petites choses. Pour ce qui est de la santé, l'assurance maladie universelle cessera d'être un slogan électoral. Aucune femme ne doit plus souffrir de ne pas pouvoir donner la vie dignement parce qu'elle n'a pas d'argent. La prise en charge de l'enfant et de la mère jusqu'à l'âge de deux ans sera gratuite », a promis Joshua Osih à une foule qui n'avait de cesse de scander « nous ne voulons plus

Paul Biya ». Joshua Osih promet aux jeunes la gratuité et l'obligation de l'école du primaire jusqu'au secondaire, la seconde concerne le supérieur. « Je garantis que dès la rentrée académique prochaine quand vous m'aurez fait élire il ne sera plus question de payer les frais de pension universitaires sur l'étendue du territoire national. Le Cameroun a les moyens de prendre en charge gratuitement l'éducation et la formation de ses enfants », a fait constater Joshua Osih à la foule qui le gratifiait déjà du titre de « Président gonga » (président de la vérité).

Joshua Osih s'est également prononcé sur la crise anglophone durant son meeting. « Ce qui se passe dans le Nord-Ouest et dans le Sud-Ouest est un problème politique qui doit être résolu de manière politique. C'est un problème qui doit être résolu par quelqu'un qui comprend le fond du problème. En 30 jours je vais faire taire les armes et en 100 jours nous mettrons une fin définitive à cette crise qui est celle des frustrations », a martelé le candidat Joshua Osih. Dans le même sillage, il n'a pas manqué de critiquer l'inaction du président Paul Biya face à cette crise. « Vous vous souvenez que quand

Boko haram a commencé il a couru se réfugier en France pour déclarer la guerre à Boko Haram. Il n'est jamais venu ici pour pleurer avec vous les morts de vos jeunes enfants qu'il a envoyés combattre Boko haram. Quand il viendra, demain dites-le-lui », s'est irrité Joshua Osih avant de donner rendez-vous à ses militants venus l'écouter. « Quand je serai élu, c'est ici à Maroua que je viendrai dans quelques jours pour commencer le travail. Nous allons commencer par la région qui a tout donné au renouveau et qui n'a rien reçu », a rassuré le candidat du SDF. Avant ce jour, Joshua Osih continue de battre campagne en direction du bec-de-canard. ■

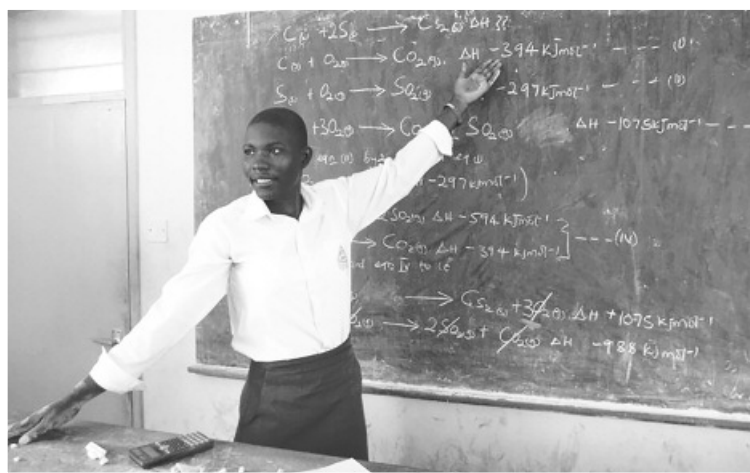
NGAOUNDÉRI. Un «farotage» à 850 000 FCfa

Par Bertrand Ayissi

Jean-Claude Mbwentchou, Minhdu, ne s'est pas fait prier pour exhiber son écharpe et sa casquette de militant du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). Sa visite du chantier des logements sociaux de Ngaoundéré et de l'état de la voirie, a très vite viré en meeting. Une mouvance dans laquelle, même de manière inconsciente, s'est laissé entraîner le gouverneur de l'Adamaoua, Kildadi Taguikié Boukar. « Depuis que les projets sont logés dans notre région, l'état d'esprit des populations est au beau fixe. Nous avons tous vu, y compris les militants du Rdpc, que les logements sociaux sont déjà palpables. Nous avons réussi nos missions et la population adhère », a-t-il déclaré en substance. Une allusion au Rdpc et des propos du gouverneur qui, pour certains acteurs politiques, dévoilent clairement son appartenance politique, non sans s'éloigner de la réalité sociale effective dans l'Adamaoua. En tout cas, les camarades du parti du Minhdu, représentant les 3/4 des personnes présentes dans la salle de conférence du bois de Mardock le 27 septembre dernier, n'ont tari d'éloges pour le champion national du Rdpc, à travers chants, danses et youyous. Et ils ont été récompensés à juste titre par leur camarade ministre. Solennellement et officiellement. Des enveloppes ont été remises aux différentes composantes du parti à Ngaoundéré 1er, soit 400 000 FCfa aux femmes, 250 000 FCfa aux hommes et 200 000 FCfa aux jeunes, « pour payer le taxi », a précisé le ministre. Des militants qui, au terme du partage, s'en sortait avec 1000 FCfa chacun, à en croire bon nombre. Un geste du ministre qui a raffermi, à en juger la ferveur militante, l'engagement à voter Paul Biya le 07 octobre prochain. ■

ÉDUCATION. Pour améliorer ce secteur, la plupart des candidats sont d'avis sur ce point.

Tous pour la professionnalisation des enseignements



Un enseignant qui dispense un cours

Par Nadine Ndjomo

Le secteur de l'éducation est l'une des principales priorités des neuf candidats à la présidentielle camerounaise, cette année. Pour améliorer la qualité de l'éducation au Cameroun, ou lui redonner ses lettres de noblesse dans certains pans, tous ont sur la question, fait des propositions plus ou moins réalisables, importantes, nécessaires...

Commençons par Cabral Libii, 38 ans en novembre prochain. C'est le plus jeune des neuf candidats en course pour Etoudi. Dans « le Cameroun qui protège et qui libère les énergies », le nom de son programme politique, le benjamin de la troupe propose une éducation industrialisée, qui débou-

chera au développement du Cameroun. Au cas où au soir du 7 octobre, il remporte le scrutin, sa vision sera mise sur pied, par le recrutement des enseignants, la diversification de l'offre de la pédagogie, l'adaptation des contenus aux besoins réels du Cameroun pour son développement, l'adéquation entre les formations universitaires et les emplois qu'offrent les différents pans de l'économie. Le candidat ambitionne de recruter 22 000 enseignants, soit 1 000 pour l'enseignement supérieur, 10 000 pour le primaire et 11 000 pour le secondaire. Et ce, sur une période d'un an. Le coût des différents recrutements, il l'estime à 35 milliards de FCfa. Un autre point essentiel pour Cabral Libii, c'est

le bilinguisme intégral de la section d'initiation à la lecture (Sii) à la terminale, l'octroi des bourses, la diminution des frais de pensions pour les étudiants des établissements publics...

Comme lui, Serge Espoir Matomba, lui aussi candidat à la présidentielle, sous la bannière du parti du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs), propose une révision totale du système éducatif camerounais, du moins au niveau du primaire et du secondaire. La refonte qu'il suggère consiste à actualiser la formation de l'éducation civique et morale qui manque cruellement au Cameroun. Surtout le candidat du Purs caresse le rêve de pouvoir « uniformiser le sous-système francophone et anglophone », inculquer aux Camerounais l'esprit d'entrepreneuriat, pour créer des entreprises, de l'emploi, et faire descendre la courbe sans cesse croissante, du taux de chômage.

Quant à Frankline Afanwi Ndifor, candidat du Mouvement citoyen national camerounais (Mcnc), l'éducation doit être digitale. Tout doit être « numérisé avec la professionnalisation des enseignements depuis l'école primaire en leur dotant d'ordinateurs. » Une vision allant partiellement dans le sens des propositions du candidat de l'union démocratique du Cameroun (UDC), Adamaou Ndam Njoya. « La réforme du système éducatif

camerounais, où l'économie numérique est à développer et à promouvoir », peut-on lire dans le programme du candidat Ndam Njoya.

Pour le candidat Kamto, l'éducation doit passer par une élévation de niveau afin « d'accroître ses performances et de l'orienter vers une éducation entièrement tournée vers des objectifs de développement, un taux de scolarisation de 100 % au niveau de l'Education de base et ce dans 10 ans ». Sur ce plan, le chef du « gouvernement de la nouvelle République », Akere Muna, a lui en projet de restaurer les meilleures conditions de travail des enseignants, de moderniser ses infrastructures et de garantir « l'accès pour tous à l'éducation », notamment au niveau de la maternelle, du primaire et du secondaire. Ce dernier point est également l'une des propositions du candidat Biya.

Pour résoudre le problème de l'éducation au Cameroun, Garga Haman Adjii, de l'Alliance pour la démocratie et le développement (ADD), la refonte doit se faire en trois axes à savoir : la gratuité de l'éducation au primaire et partiellement au secondaire. Au niveau de l'enseignement supérieur, les étudiants seront formés gratuitement, ils bénéficieront d'une bourse scolaire. Et enfin une meilleure distribution des structures éducatives. ■

MAROUA. Le candidat du Rdpc a passé à peine quatre heures dans le chef-lieu de l'Extrême-Nord.

Paul Biya effectue une visite éclair

Par Jean Areguema

Comme en 1997, 2004 et 2011, c'est à Maroua que Paul Biya a choisi d'effectuer sa première sortie dans le cadre de la campagne électorale pour l'élection présidentielle du 07 octobre prochain. Le candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) est venu le samedi 29 septembre 2018 battre campagne pour sa réélection à la magistrature suprême. «*Si j'ai choisi de venir en campagne chez vous, à Maroua, c'est vous dire toute l'estime que je porte à votre région*» a justifié le candidat président. En tout cas, cette ville parée aux couleurs du Rdpc a réservé un accueil chaleureux à Paul Biya. Le président candidat qu'accompagnaient son épouse Chantal Biya et ses enfants Franck et Junior Biya, a tenu son meeting au stade Yaya Daïrou. Un cadre de l'évènement a été pris d'assaut dès les premières heures de la matinée par les militantes, militants du Rdpc, les partis alliés et autres sympathisants du parti de Paul Biya. Dans son allocution de bienvenue, Robert Bakari n'a pas tari d'éloges à l'endroit de Paul Biya et lui a rappelé que la région de l'Extrême-Nord reste et demeure son bastion imprenable. «*Comme en 2004 et 2011, l'Extrême-Nord n'a jamais failli et ne faillira jamais. Les populations vous ont déjà choisi même si vous ne veniez pas à Maroua.*



Chers militants...

Elles ont le désir de vous avoir comme président. Vous avez un électorat sûr qui a hâte de voir son candidat triompher au soir du 07 octobre prochain» a-t-il indiqué. Il a dans la foulée cité quelques grands projets de Paul Biya réalisés et d'autres en cours de réalisation dans la région de l'Extrême-Nord. S'agissant des doléances, Robert Bakari ne les a pas évoqués et a tout simplement indiqué que le chef de l'État les connaît. Une attitude qui a suscité la colère des habitants de la ville de Maroua. «*Il a fait preuve de son inertie devant le président. Dire qu'il n'y a aucune doléance alors que la ville de Maroua est dans un piteux état, cela est tout simplement un scandale*», fulmine Aminou. Emboitant le pas au

délégué du gouvernement, Cavaye Yeguié Djibril a jugé a présenté le bilan élogieux et très appréciable de Paul Biya dans la région de l'Extrême-Nord et raison pour laquelle les populations doivent le plébisciter le 07 octobre prochain. Pour le président de la coordination régionale de campagne du Rdpc, «*le Rdpc reste aussi solide qu'un roc et reste enraciné dans la région de l'Extrême-Nord. Vous êtes l'homme qu'il faut*». Cavaye Yeguié Djibril a indiqué s'agissant de la construction de 3000 forages dans le Grand-Nord promis par Paul Biya en début de son septennat finissant que «*les dossiers sont en cours de restructuration*».

Dans son discours très attendu, Paul Biya n'a fait que deux grandes annonces. La



Me voici à Maroua

construction d'une ligne de chemin de fer qui va relier Ngaoundéré à Ndjamena via Kousséri et la remise à niveau des anciens barrages hydro-électriques.

FAIBLE MOBILISATION

Contrairement aux années 1997, 2004 et 2011, le stade n'a pas fait le plein d'œuf. Est-ce le signe que Paul Biya est en perte de vitesse dans la région de l'Extrême-Nord? Pour certains observateurs avertis de la scène politique, la réponse est affirmative. Pourtant, l'arrivée de Paul Biya à Maroua a été annoncée en grande pompe par les élites. Le candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais à l'élection présidentielle du 07 octobre prochain était donc très

attendu notamment par les militantes et militants de son parti, les partis alliés et certaines élites. Il est venu, mais il n'aura passé qu'à peine quatre heures de temps dans le chef-lieu de la région de l'Extrême-Nord. Arrivé à l'aéroport de Maroua Salak aux environs de 13 h, Paul Biya qu'accompagnait son épouse Chantal Biya est reparti aux environs de 17 h. Malgré les négociations entreprises en coulisse par les élites de l'Extrême-Nord pour amener Paul Biya à passer la nuit à Maroua, le président candidat n'accédera pas finalement à leur demande. Paul Biya est reparti à Yaoundé comme le prévoyait le communiqué officiel publié par le cabinet civil à la veille de sa visite. ■

Ousmanou Magadji, motocycliste-écrivain et électeur à Garoua.

« Tous ces candidats doivent quelque chose à Biya »

Propos recueillis par N. N.

Êtes-vous convaincu par les différents discours des candidats à la présidentielle ?

Quand on veut savoir le degré de moralité d'un régime ou d'une société, il suffit de regarder vers ses prisons. Kondengui est rempli des collaborateurs de Paul Biya, lui-même qui n'est pas un ange. La société camerounaise à un problème de moralité, pas de beaux programmes ou des diplômés. Du coup, je prête rarement attention à leurs discours et programmes. Tous sont les mêmes. Il n'y a pas un candidat de la rupture parmi tous ces gens-là. Tous doivent quelque chose à Biya. Leurs carrières et fortunes. Ils sont imbriqués les uns aux autres. Akeré Muna est le candidat des intellectuels. Combien de personnes vont le voter? Kamto : le candidat des Bamilekés, et jamais les Betis n'accepteront un Bamileké au pouvoir. Cabral, c'est le fils génétique et politique du régime. Josuah Osih, avec la crise anglophone, les élections qui ne risquent pas s'y dérouler, je ne vois pas comment il va s'en sortir. Garga Haman Adjji : le vieux Peul et le pouvoir, rien à attendre de lui. Il est utile dans ses grandes



gueules et son honnêteté à la Conac. À Garoua, ses affiches sont toujours à côté de celles de Paul Biya. Le reste c'est du burlesque. On participation olympienne. Ils espèrent des postes.

À vous entendre, aucun candidat ne mérite l'accès au

palais d'Etoudi ?

Tous ces gens sont des obligés de Paul Biya. La rupture ne viendra pas d'eux. La seule personne capable de permettre cette rupture est Biya. Il gagne « ses » élections. Puis ils s'emploient à éliminer politiquement tous ces gens qui sont des ennemis du peuple et

du progrès. Il en est capable. En tout cas, pas ceux que je connais et les réalités politiciennes du Cameroun. Je pense que Biya nous prépare un coup à la Ahidjo. Il risque nous sortir un parfait inconnu qui ne soit pas corrompu par son système après bien sûr avoir mis hors d'état de nuire les personnes malveillantes. Mais j'ai un béguin irrationnel pour Kamto. Dans un pays normal, il mérite d'être à Étoudi. J'admire sa sérénité, son allure. Il n'y a qu'à voir comment il a commencé la campagne et s'est rendu dans des contrées éloignées et dangereuses du Grand-Nord pour comprendre que c'est un monsieur laborieux et déterminé. Il est vraiment intéressant.

Si le candidat Kamto est élu président, qu'attendez-vous de lui ?

Apaiser les tensions entre eux est d'ordre vital pour notre pays. Évidemment. Il y a Boko Haram. Et puis sur tous les plans, le Grand-Nord est en retard. Il faudrait s'occuper des élites du Grand-Nord à la résilience crapuleuse et jouissive qui abusent de la résilience naturelle et culturelle des pauvres populations. Les Nordistes sont des travailleurs,

des commerciaux, mais ils ne sont pas assez entreprenants comme les Bamilekés. En fait les Nordistes sont des commerçants. Ils achètent et vendent aussitôt pour avoir des bénéfices. En plus, les Nordistes ne savent pas s'associer pour des projets économiques. Hors, les Bamilekés sont des entrepreneurs. Ils peuvent s'engager dans des entreprises donc les bénéfices viendront dans plusieurs années. Ils s'associent pour réaliser d'immenses projets économiques. Bref, en matière d'économie les Bamileké sont des références dans le monde. Si tous les Camerounais pouvaient les copier ! Mais je dois avouer que je suis plutôt surpris que ceux qui savent mieux copier les Bamilekés ce sont les Bulu. Il y a les infrastructures à développer comme les routes. Le climat du Nord est propice à la culture du riz, du blé, du soja etc. Ce ne sont pas les opportunités qui manquent, mais la volonté de l'Etat et des élites du Grand-Nord qui adorent la luxure matérielle et les licencieuses habitudes sur la fortune publique. Garoua par exemple, les belles maisons se construisent, mais les routes laissées par Ahidjo se dégradent. Cette mentalité mythomane est pathétique. ■

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE. Le candidat du Rdpç n'a fait aucune véritable promesse à ses populations.

Paul Biya ne s'engage sur rien à l'Extrême-Nord

Par Yanick Yemga

«L'homme politique s'exprime d'abord par ses actes ; c'est d'eux dont il est comptable ; discours et écrits ne sont que des pièces d'appui au service de son œuvre d'action». Ces propos de l'ancien chef d'État français François Mitterrand, semblent d'une implacable actualité à la lecture du premier discours de campagne du candidat du Rdpç à la présidentielle de 2018. De fait, l'adresse de Paul Biya à Maroua samedi dernier ne contenait aucune promesse véritable à l'endroit des populations de l'Extrême-Nord venues l'écouter.

Certes, le président sortant, candidat à un septième mandat, n'a il est vrai, reçu aucune doléance de la part du délégué du gouvernement, Bakary Robert, qui a porté la voix des populations du chef-lieu de cette région. Mais de l'avis des érudits du marigot politique national, «ce renoncement» est symptomatique du fait que «le candidat du Rdpç ne pouvait se risquer à y défendre un bilan et donc s'engager à travers des promesses comme par le passé», explique un analyste politique. Concrètement, en dix minutes de discours, Paul Biya



Le candidat du Rdpç. En campagne à Maroua.

s'est contenté d'énoncer que «dans le domaine de l'énergie, les anciens barrages hydro-électriques seront remis à niveau. D'autres entreront en service. Des installations solaires, plus faciles à mettre en œuvre, viendront compléter. Vous disposerez ainsi de l'énergie indispensable à l'élec-

trification des zones rurales et au fonctionnement de vos industries».

Le candidat du Rdpç a en outre indiqué que «tout laisse penser que votre sous-sol est riche en minerais et en pétrole. Il conviendra de donner un nouvel élan à la prospection et, par la suite, à l'exploitation.

Certaines de vos terres sont fertiles et se prêtent à des cultures industrielles à grande échelle. C'est le cas, suivant les zones, du riz et du coton dont il faudra étendre les emblavures. Nous ferons ainsi reculer les pénuries alimentaires et donnerons à notre industrie textile la taille qui devrait être la sienne, avec

les retombées prévisibles pour l'emploi», a-t-il lancé.

Pour certains, ces propos de Paul Biya qui sont à dessein imbibés de prudence ne sont pas sans intérêt pour qui veut décrypter le pacte social entre le champion du Rdpç et la région de l'Extrême-Nord au cas où ce dernier remporterait le scrutin du 07 octobre prochain. «la tonalité et le contenu de ce discours suggèrent que dans le partenariat politique entre cette région qui est quand même l'un des plus gros bassins électoral du Cameroun, et le champion du Rdpç, le contrat ne stipule rien de précis. L'une ou l'autre partie peut mettre les clauses qu'elle veut». Une analyse qui sous un certain angle rappelle que malgré cette absence de promesses, Paul Biya devrait bien conserver l'avantage électoral stratégique que lui offre cette région qui pèse plus d'un million d'électeurs et qui lui a toujours été décisive pour creuser l'écart avec ses challengers. «L'Extrême-Nord l'a toujours accompagné, lui est d'une grande fidélité et le conduira à la victoire. Nous ne marchandons pas notre soutien au Président», souligne Joseph Toura, responsable du Rdpç dans le Diamaré. ■

MAROUA. Une frange de la population a préféré vaquer à ses occupations loin de la mobilisation générale souhaitée.

L'envers du décor de la visite du candidat Paul Biya

Par Moïse Amedje

Les engins qui travaillaient sur la voirie urbaine, les jeunes qui curiaient littéralement les caniveaux sur le boulevard du renouveau et autres axes qui desservent le palais présidentiel, les services du gouverneur et le stade municipal depuis quelques jours (de jours comme de nuits) ont disparu de la circulation ce samedi 28 septembre 2018. En ce jour de meeting de Paul Biya, ils ont laissé place aux éléments de la garde présidentielle, gendarmes et policiers pour assurer la sécurité du président candidat.

Aussi dès la matinée, c'est un calme et un silence de cimetière qui régnait dans les différentes artères de la ville. Alors que le soleil pointait au zénith, boutiques et autres points de commerce ont été fermés. Un décor planté pour attendre la visite de Paul Biya. Et l'on pouvait observer une affluence vers le stade. Piétons, engins à deux roues et véhicules marqués des effigies du RDPÇ se rendant au stade où le meeting de Paul Biya était prévu. Sur ces entrefaites, le passage d'un enfant à peine âgé de 5 ans et



Des populations qui vaquent à leurs occupations pendant le meeting du président candidat.

habillé sous les couleurs du Rdpç ne pouvait passer inaperçu.

Toutefois, un tour dans les quartiers chauds de la ville comme Domayo et Pont Vert, l'on se rendra vite compte que les populations étaient pour la majorité indifférentes à la visite présidentielle. Habitant pourtant non loin du lieu du meeting, beaucoup ont refusé de se rendre pour écouter le président -candidat arrivé dans leur ville avec son impressionnant cortège.

Comparer aux barons, aux élites, aux fonctionnaires aux proches ou privilégiés du système comme certains opérateurs économiques, ceux qu'on peut appeler « Bas peuple » sont des chômeurs, des débrouillards, des moto-taximen, des petits commerçants.

Dans les dédales du quartier « pont vert », contrairement à ceux qui sont sur la route principale, les habitants vaquaient tranquillement à leurs occupations quotidiennes. «ça ne va rien chan-



ger dans ma vie. Aujourd'hui, il n'y a pas beaucoup de clients et les policiers sont partout dans la ville, je préfère ne pas travailler» a confié un moto-taximan. «Je ne comprends pas pourquoi on nous a demandé d'arrêter de vendre depuis hier soir à 15H alors que Paul Biya arrivait aujourd'hui. Je ne sais pas si ça se passe ainsi pour tous les présidents», s'est offusqué un vendeur ambulancier. «On attendait Paul Biya depuis à Maroua quand Boko Haram

chauffait et a fait plusieurs morts, pas maintenant. C'est clair qu'il est venu pour ses intérêts politiques. Que j'aie écouté ce qu'il a à dire ou pas, ça ne va rien changé à l'issue de l'élection et dans mon quotidien qui s'assombrit au jour le jour. C'est entre eux que ça se passe au stade, ils se connaissent tous. Nous ne sommes si inconscients, mieux je bois mon bil-bil au quartier et qu'ils font leur mascarade aux yeux d'une opposition complice», a lâché un jeune. ■

Pr Idrissou Alioum, recteur de l'université de Maroua (UMa).

«Ce discours du président suscite de l'espoir»

De manière schématique : l'UMa a mobilisé près de 3500 étudiants dont 2300 se sont enregistrés et repartis sur quatre sites : à l'intérieur du stade Lamido Yaya Dahirou où le plus gros contingent a été stationné ; au niveau du pavillon présidentiel de l'aéroport quadrillé par les étudiants de la Faculté des Mines et des Industries Pétrolières ; au niveau de la résidence présidentielle où la fanfare a été placée également et le long de différents itinéraires empruntés à l'intérieur de la ville. De mon point de vue, ce qui apparaît comme la matrice centrale de ce discours c'est qu'il suscite de l'espoir dans les régions septentrionales car il est axé spécifiquement sur le développement. Quatre éléments factuels le justifient. Le retour à la normalité surtout dans la région de l'Extrême-Nord fortement secouée ces dernières années par les attaques inqualifiables de la secte terroriste et barbare de Boko Haram. Autant dire que les populations sont plus apaisées. La remise à niveau des anciens barrages hydroélec-



triques complétés par les installations solaires, ce qui pourrait améliorer les conditions de vie des populations. La révélation portant sur les richesses du sous-sol de cette région qui n'attendent qu'à être prospectées et exploitées augure des jours meilleurs une fois toutes les conditions réunies. L'annonce de la réalisation prochaine du chemin de fer reliant Ngaoundéré à

Ndjamena en passant par Kousséri remet au goût du jour le rêve enfoui -qui deviendra réalité- des populations des régions septentrionales et de celles de nos frères et sœurs du Tchad. Et à ce niveau que véritablement, ce discours devient inclusif car tous les pans du développement sont intégrés notamment les dimensions sociale, économique, culturelle, humaine voire géopolitique. Nous sommes là en face d'un projet pouvant transformer en profondeur et de manière durable la vie des populations car axé fondamentalement sur la circulation des biens et des personnes si chères à l'auteur de Pour le libéralisme communautaire. En réalité, le discours du chef de l'Etat à Maroua parle à toutes les Camerounaises et à tous les Camerounais en ce sens qu'il est axé sur un objectif commun, celui de «gagner la bataille du développement» tel qu'il l'a si heureusement rap-

pelé. ■

Kamssouloum Abba Kabir, député Rdpc du Logone et Chari.

«Son discours et ses promesses sont mesurés et réalisables»



Je crois que c'est un meeting réussi. En dépit des difficultés qui sont liées à la saison des pluies, à l'état des routes, l'Extrême-Nord a su mobiliser comme d'habitude ses militants pour témoigner leur attachement au président Paul Biya. Je crois que la messe est dite en ce qui concerne le Cameroun en général et le l'Extrême-Nord en particulier. Le président national de notre parti sera réélu avec un score très écrasant dans la région de l'Extrême-Nord et cela va influencer le résultat final du scrutin. Par rapport à son dis-

cours, je suis satisfait parce qu'il n'est pas entré dans la démagogie. Son discours et ses promesses sont mesurés et réalisables. C'est ce qui est important. J'ai retenu que l'un de ses rêves c'est de faire que le train arrive de Ngaoundéré à Ndjamena via Kousséri. Nous attendons la concrétisation de cette importante promesse car elle va désenclaver la ville de Kousséri et le département du Logone et Chari qui est une zone d'agro-industrie qui pourra profiter du passage du train pour évacuer ses produits et relever ainsi le niveau des vies des populations. ■

Yanda Félix, étudiant.

«Paul Biya est venu nous flatter»

S'agissant de la visite du président Biya je dirais simplement que pour moi c'est comme une mascarade. J'aurais aimé dire que je suis content de cette visite parce que le chef de l'Etat a pris la peine de venir dans notre région mais j'ai encore cette image des crises par lesquelles nous sommes passés et pendant lesquelles nous n'avons pas eu le réconfort physique du chef de l'Etat. S'il était venu nous réconforter pendant la crise Boko Haram, il aurait reçu un accueil très populaire. Vous l'aurez vous-même constaté qu'il n'y avait pas assez d'engouement. La ville n'avait pas cette effervescence d'antan. Mais venir juste pour un meeting pour la campagne électorale, ça donne l'impression que

nous ne sommes que du bétail électoral. J'ai été encore très déçu par son discours qui était vide de contenu. L'homme de l'Extrême-Nord a compris maintenant qu'on ne peut plus faire avec Biya. Les routes sont en chantier à cause de la campagne, donc s'il y'avait pas d'élections ce serait une souffrance et une agonie à petit feu. Nous sommes abandonnés à notre propre sort. Je suis un jeune qui vit dans un pays qui n'offre aucune opportunité pour nous. La visite de Biya est une mascarade. Comment comprendre qu'on préfère aller chercher des expatriés venir faire des travaux



au détriment des ingénieurs formés par les écoles créées par Biya lui-même. C'est pitoyable et son discours ne convainc plus. Il est venu nous flatter et cette visite en est la preuve. La dernière visite de Biya est loin dans les mémoires. ■

Ali Bah Oumar, leader associatif.

Le temps est le plus grand tribunal de l'histoire

L'effet Biya ne marche plus. Quelle horreur ! Quelle stupéfaction ! Quelle déstabilisation des consciences pour nous. Son excellence Paul Biya venait-il pour appauvrir davantage la fille aînée du renouveau ? Il vient, ne donne rien et rentre avec deux chevaux et une dizaine de têtes de bœufs bien gras. Côté discours, aucune promesse concrète donc rien à se mettre sous la dent. En revanche, la ville est paralysée toute la journée pour une maigre moisson à la fin. On a cru que c'est en fermant les commerces qui donnent du travail à ceux à qui le gouvernement n'a offert aucune opportunité qu'on allait mobiliser pour Biya. Mais les gens sont simplement restés chez eux. Voilà tout. Le stade était peuplé des gens qu'on est allé sortir des brousses pour venir faire foule.



Ce sont les signes du début de la fin, Paul Biya ne séduit plus. Regardez le stade, malgré les 1000 francs offerts aux misérables pour venir faire des illusions rien n'a vraiment marché. Le temps est le plus grand tribunal de l'histoire. Ce qui se dessine est clair. Les gens ne sont pas dupes. ■

Boukar Tikiré, leader associatif.

«La visite du président nous galvanise»

Un sentiment de joie m'anime à l'issue de cette visite du chef de l'Etat, président national de notre parti. Cela nous galvanise davantage. Nous allons immédiatement nous mettre au travail pour les jours qui restent avant l'élection pour que nous puissions convaincre les populations à voter à 100% en faveur de notre candidat. Nous n'avons plus de temps à perdre. Dans son discours, il a présenté la situation générale de la région de l'Extrême-Nord et les avantages que nous pouvons tirer de des grandes opportunités qu'il nous offre. J'espère que le lendemain sera



meilleur pour nos populations, notre région et notre pays. ■

Youssef Oumate Chetima

«Le divorce est consommé entre le Rdpc et l'Extrême-Nord»

Le divorce est clairement consommé entre le Rdpc et l'Extrême-Nord. En 2011, ce stade où nous sommes était plein comme un œuf. À l'époque, les gens croyaient encore au Rdpc. En 2018, le même stade n'a pas fait la moitié de sa capacité d'accueil. Je crois que les gens ont compris que les responsables du Rdpc ne travaillent pas pour les filles et les fils de la région. Regardez vous-même comment les routes sont indignes d'une ville comme Maroua. Les caméras du monde entier ont vu sur quoi Biya est venu faire campagne. Un stade presque vide et un cortège envahi par la poussière. Que dire ? Juste que



le vrai divorce est consommé entre les populations et le Rdpc. ■

Dr Manaouda Malachie, secrétaire général du ministère du Commerce. «Un pacte spécial lie le chef de l'État à l'Extrême-Nord»

Une liesse populaire, un enthousiasme à nulle autre pareille de tous les camarades du Rdpc, devant leur président national, leur candidat naturel à l'élection présidentielle du 07 octobre 2017. Mais le fait inédit c'est que nous avons vu une région de l'Extrême-Nord, finalement sans coloration politique, sinon celle unique du Président Paul Biya. J'ai été surpris d'entendre des militants d'autres formations politiques ayant un candidat à cette élection, dire que ça ne sert à rien de s'entêter, l'avenir de notre pays c'est le candidat du Rdpc. Vous savez, je suis Docteur en Sciences Politiques mais laissez-moi vous dire que l'expérience et les choix stratégiques du Président Paul Biya méritent d'être enseignés dans nos institutions universitaires. Tout ceci pour vous dire que pour l'Extrême-Nord, il n'y a pas d'alternative car nous avons fait notre choix depuis longtemps. Nous devons plutôt remercier S.E Monsieur



Paul Biya pour avoir répondu favorablement à notre appel et pour cette autre occasion qu'il nous donne de pouvoir lui témoigner notre attachement indéfectible.

Maintenant si je dois me risquer à dire quelque chose, je crois qu'il s'agit d'un profond lien d'amour et de raison. C'est un pacte spécial car je me souviens d'ailleurs le 4 octobre 2011 lors de sa visite à Maroua dans le cadre d'une échéance politique identique à celle-ci, le chef de l'Etat lui-même affirmait : je cite : « Je suis venu à Maroua pour marquer l'importance que j'attache à Votre région, à la paix et aux problèmes du monde rural ... » fin de citation. Comment devrait-il donc en être autrement ? ■

Hamadou Hamidou, maire de la commune de Maroua 1er. «40 000 militants de notre section mobilisés pour l'accueil»

Cette visite est la manifestation de la considération qu'accorde le chef de l'Etat, notre président national, Son Excellence Paul Biya, à la région de l'Extrême-Nord en particulier et aux régions septentrionales en général. J'entends les gens s'étonner de la qualité de l'accueil réservé à notre candidat, mais ignorent-ils ce qui nous lie au chef de l'Etat ? Entre lui et nous, pas une seule mésentente. C'est un mariage pour la vie sans possibilité de divorce. Qu'il revienne demain, après-demain ou même dans 20 ans, nous serons toujours aussi engagés et enthousiastes à le recevoir, à le célébrer. L'Extrême-Nord sait ce que veut dire la fidélité, l'Extrême-Nord sait ce que veut dire merci et cela se traduira dans les urnes le 7 octobre. Aussi, en ma qualité de président de la section Rdpc hôte, je ne peux que manifester ma joie devant l'éclatant accueil réservé à notre candidat. Vous avez vu cette mobilisation exceptionnelle, signe de la vitalité de notre parti dans l'arrondissement de Maroua 1er. 12000 de nos camarades venus des quartiers Hardé, Domayo, Ponré,



Djarengol, Ngassa, des cantons de Miskine, de Katoual, de Zokok Laddéo... ont fait le déplacement du stade ; 2000 étaient massés à l'aéroport. Pour cette visite, je peux avancer sans risque de me tromper qu'environ 40.000 militants de notre section se sont mobilisés pour donner un éclat particulier à cet événement et c'est pour moi l'occasion de remercier les chefs traditionnels et responsables des organes de base du Rdpc ■

Hamadou Sali, Président de section Rdpc Diamaré Est.

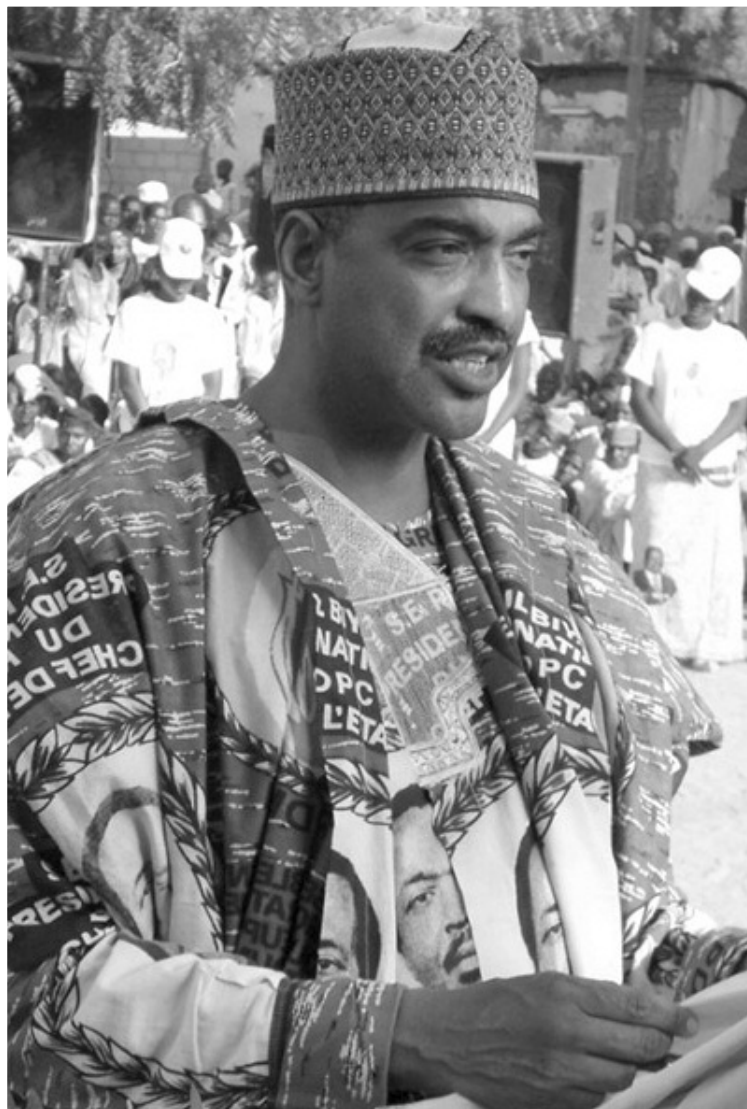
«Le chef de l'Etat a lancé la bataille du développement»

Propos recueillis par
Douwore Ousmane

Quel est votre sentiment au terme de la visite du candidat de votre parti, le Rdpc, à Maroua

C'est toujours une fierté pour des militants de base d'un parti de recevoir la visite du leader de leur formation politique. Cet honneur est singulier parce que notre candidat, notre Président national, nous a fait l'honneur de sa première sortie officielle dans le cadre de cette élection présidentielle qui est un rendez-vous majeur de notre pays. Nous sommes par ailleurs fiers de lui avoir offert un accueil chaleureux dans cette région qui a traversé une épreuve difficile avec la secte nébuleuse et qui grâce aux inlassables efforts de S.E. Monsieur le Président de la République, a retrouvé le chemin de la paix.

Les militants venus de nos différentes sections et dont nous portons modestement la voix sont venus dire au candidat du RDPC, leur attachement indéfectible pour qu'au soir du 07 octobre 2018, triomphe le bulletin utile, celui de S.E. Monsieur Paul Biya. C'est donc la joie des retrouvailles entre un leader et son peuple, une région et son bienfaiteur, une vision et des attentes que nous avons célébrée pour démontrer que notre région ainsi que l'a rappelé le Président de l'Assemblée Nationale, S.E. Cavaye Yeguié Djibril, reste et demeure la fille aînée du Renouveau. Et notre Président national a déjà tracé la voie des projets avenir pour notre



région et pour notre pays. Le retour à la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est aussi un point majeur du discours de notre Président qui souhaite rassurer nos frères de cette partie du pays que leur place se trouve dans la République.

Que retenir de cette visite ?

Entre une région et son champion, il y a des sous-entendus significatifs. Le privilège de la 1ère visite officielle avec à ses côtés Mme Chantal Biya est une reconnaissance pour la constance des populations dans

leur soutien au Rdpc. La consécration du retour à la paix progressive est aussi un des messages de cette visite. Il y a aussi le message de remerciements des populations pour les réalisations qui ont pris corps dans notre région : l'université de Maroua notamment, la route Maroua-Bogo qui est inscrite dans le cadre des projets du plan d'urgence ainsi que les autres projets d'envergure dans le domaine de l'habitat social, la santé, les infrastructures, l'énergie... Naturellement, les annonces fortes du Président pour un ré-enchantement socio-économique de notre région sont les marqueurs majeurs de cette visite, dans le cadre de ce que notre Président a appelé lui-même « la bataille du développement ». Il a ainsi consacré la question des emplois, la poursuite des projets d'infrastructures d'envergure, le renforcement des capacités énergétiques du Septentrion avec la mise en œuvre des projets d'énergie solaire, la réhabilitation du barrage de Lagdo et la finalisation du barrage de Bini à Warak ; les projets miniers majeurs ; le développement de l'agriculture et de l'élevage et la relance du tourisme. Evidemment, le projet de construction de la ligne de chemin de fer Ngaoundéré-N'Djaména en passant par Kousséri est le levier de ces grandes annonces. Ce d'autant qu'il va à lui seul nous permettre de donner une nouvelle perspective à tout le pays. Comment ne pas dès lors lui assurer un succès éclatant ?

Comment votre circonscription politique prépare-t-elle l'échéance du 07 octobre 2018 ?

En droite ligne des orientations du Secrétaire général de notre parti, le porte à porte a été notre leitmotiv depuis le début de cette campagne. Nous avons mis sur pied au sein de notre circonscription électorale, des unités de coordination par zone. Sous l'égide de nos frères et sœurs militants du Rdpc et des partis alliés, nous avons sillonné toutes les maisons avec le concours de la jeunesse mobilisée de l'arrondissement de Bogo. Ces efforts vont se poursuivre au cours des jours à venir. Mais il ne fait l'ombre d'aucun doute, nous donnerons au candidat du Rdpc, les voix de notre arrondissement. Et je le disais, la réalisation d'une promesse de campagne majeure, la route Maroua-Bogo dont les travaux sont en cours de finalisation, est un réel motif de fierté pour nos populations, aux côtés des autres infrastructures dont a bénéficié notre circonscription notamment en matière d'accès à l'eau potable, à l'éducation et à la santé. Nos scrutateurs ont déjà été identifiés et formés au sein de la section Ojrdpc, le secrétariat de la coordination est à pied d'œuvre, les équipes de campagne sont sur le terrain avec le concours de Sa Majesté le Lamido-Maire de Bogo et toutes nos élites. Nous prenons d'ores et déjà rendez-vous pour célébrer notre victoire au soir du 07 octobre 2018. ■

NGAOUNDÉRÉ.

La vente de la ferraille ne se rouille pas



Par Iliassa Hamadjoda (Stg)

C'est sous une averse que David Blâma fait son entrée dans un dépôt de ferrailles à Madagascar, un quartier de Ngaoundéré. 14 h vient de sonner et le jeune homme, la vingtaine à peine sonnée, revient en ce jour de septembre de la collecte des objets métalliques. Un taxi l'aide à convoyer ses deux sacs de 100 kilogrammes bien chargés. Pour les remplir, il lui aura fallu sillonner dès les premières heures de la journée, des dépotoirs dans plusieurs quartiers de la ville. Une fois dans ce marché de la ferraille, marché situé derrière le stade Ndoumbe Oumar, David s'installe. Les échanges entre détaillants et grossistes battent leur plein. C'est ainsi tous les jours. Effervescence et vacarme font bon ménage ici. «Nous recevons des enfants qui viennent nous proposer des objets métalliques tous les jours. Il y a ceux qui viennent avec des bobines de moteurs. Nous avons des personnes qui se chargent de démonter le fil de ces bobines pour que nous ayons seulement la ferraille qui nous intéresse», raconte Awal, propriétaire d'un dépôt de ferraille à Madagascar. C'est dans ce dépôt que David Blâma dépose ses fardeaux. Le maître des lieux vérifie la marchandise, procède au pesage et ensuite, à la paie. Le jeune revendeur est venu avec des sacs qui pèsent 80 kilogrammes. Et chez Awal, le kilogramme de ferraille coûte 25 ou 30 FCfa. Le prix du produit est tributaire de la qualité du fer et de sa grosseur. Pour les 80 kilogrammes, David reçoit des mains d'Awal 2000 FCFA. C'est sa paie journalière.

Originaire de Mora, dans la région de l'Extrême-Nord, David est non scolarisé comme les trois quarts des jeunes qui ont fait de cette collecte d'objet en métal, un business au marché Madagascar. «Ce lieu est une sorte de refuge pour eux», apprend-on d'un autre grossiste, qui s'approvisionne parfois chez David ou chez l'un des fils de l'Extrême-Nord. Actuellement, ce sont ces ressortissants de l'Extrême-Nord qui dominent le marché de la ferraille à Madagascar. Et quand un des leurs déambulent dans la rue, les aînés l'attirent et le forment dans la col-

lecte et la revente de la ferraille. C'est le cas d'Ismaël 13 ans. Dernière recrue, on l'a tout de suite baptisé «Yoon le papi». C'est avec ce nouveau job que l'adolescent a aidé sa mère à préparer la rentrée scolaire d'Aïcha, sa cadette. «J'ai fait cette activité pour préparer la rentrée scolaire de ma sœur. Mon père est décédé et ma mère n'a pas de ressources nécessaires pour soutenir les études de mes frères. Je me bats comme je peux pour l'aider dans cette tâche exaltante», explique-t-il.

Dans cet univers de «chasseurs de métaux», comme d'aucuns les appellent, la collecte de la ferraille s'opère tous les jours dans diverses zones de la capitale régionale. Elle se fait soit en groupe soit en solitaire. Mais le secteur qui passe pour être le plus pourvu, c'est Dang, le village universitaire. «Je fais ma fouille à Dang la plupart du temps. Parfois je me rends dans les sous-quartiers de joli soir. Les poubelles et les marécages sont des niches où on fait de bonnes récoltes. Nous ramassons tout ce qui est acier ou métal, en espérant que le patron accepte», développe Gautier, un collecteur. Le «patron», c'est le chef du dépôt, l'acheteur des objets collectés par les jeunes.

CARENCE MÉTALLIQUE

Ces «patrons» acceptent le plus souvent tout type de ferraille, mais restent tout de même méfiants. «Nous n'acceptons pas tout ce qui peut appartenir à une société comme Camrail ou une autre, pour éviter un problème quelconque. Mais le reste, nous prenons. Ce sont les grossistes qui savent ce qu'ils veulent. Quand ces derniers viennent, ils prennent tout», précise Awal, propriétaire d'un dépôt. L'activité semble générer des grands revenus. Mais elle comporte une pléthore de difficultés auxquelles les acteurs font face. Au rang de celles-ci, les intempéries. «Quand la pluie nous surprend souvent sur le terrain, s'il n'y a pas d'abris à proximité, nous nous mouillons. Et parfois, avec le froid, on peut contracter une maladie. Et comme la majorité des collecteurs n'ont pas de logis, on dort souvent à la belle étoile. Dans différents marchés de la ville et à Dang. Parfois le matin, on vient nous chasser»,

Les collecteurs de ferraille de la capitale régionale de l'Adamaoua sont pour l'immense majorité, des enfants venus de la région de l'Extrême-Nord. Enfants de la rue par prédilection mais d'autres jeunes démunis de l'Adamaoua se joignent à l'activité pour gagner leur pitance. Parfois au prix de nombreux vols et risques divers. Au plus grand bénéfice des tenanciers de dépôts de métaux très méfiants dans un marché pratiquement impénétrable pour les profanes.

confie Ousmanou. Outre le fait d'être exposés aussi bien aux intempéries qu'à l'insécurité, les collecteurs de ferraille font face à d'autres difficultés et non des moindres. Il s'agit parfois de la rareté des objets. Et ceci s'expliquerait par l'effectif grandissant des collecteurs au fil du temps.

«Nous sommes de plus en plus nombreux, et les ferrailles sont devenues rares. Avant, il n'y avait qu'une poignée de jeunes qui s'intéressaient à cette activité. Nous étions à peine une dizaine. Maintenant, nous sommes tellement nombreux qu'il devient difficile pour nous de trouver de la ferraille. Il faut beaucoup fouiller. Il faut marcher pendant des heures. Fouiller le plus grand nombre de poubelles. Malgré tout ce que cela peut causer et cause comme maladies. Nous travaillons sans protection. Sans cache-nez, parfois sans gants. Et quand nous travaillons en groupe, il arrive régulièrement qu'on se retrouve en train de discuter un objet. C'est pénible, mais nous n'avons pas de choix. Au lieu de rester à la maison pour ceux qui en ont, ou d'errer dans les rues ou voler, nous sommes obligés de faire ce métier», se résigne Ousmanou.

Confrontés à la calomnie, ces «chasseurs de métaux» sont très souvent frustrés et humiliés. «Vous savez, le fait de marcher et de fouiller dans les poubelles est dégradant. Et les gens nous prennent souvent pour des malades mentaux. Certains nous insultent. D'autres ne veulent même pas qu'on s'approche



d'eux, même quand nous avons fini avec notre travail», affirme Elisée Gbané, originaire de Meiganga. D'ailleurs, c'est l'étiquette de «voleurs» qui leur est le plus souvent collée sur la peau. «Nous ne sommes pas parfaits, on peut trouver des brebis galeuses parmi nous. Mais ce n'est pas parce que l'un d'entre nous vole qu'on va tous nous accuser. C'est injuste», renchérit Jonas Mbargué, collecteur de ferraille.

Dans un autre dépôt au cœur du quartier Sabongari-gare, Etienne Bandiwilé, propriétaire, évoque d'autres difficultés. Il s'agit du paiement de la marchandise collectée qui n'est pas toujours automatique. «On fait des mois pour envoyer une cargaison. Souvent, les enfants viennent avec les ferrailles et autres, il n'y a pas d'argent pour les payer. Et comme ils n'ont pas de clients fixes et ne patientent pas, ils vendent à d'autres personnes», relève-t-il. Malgré cela, le quadragénaire trouve son compte dans cette activité. «J'ai une famille de cinq enfants, trois d'entre eux sont à l'école. Nous sommes à l'abri du

besoin grâce à ce métier», se targue Etienne Bandiwilé. «Pour gagner gros, je collecte même pendant deux à trois jours. Cela me fait beaucoup de sacs. Là, je prends le taxi pour les apporter au dépôt», confie Jonas. Et les besoins primaires de chacun, peuvent être satisfaits. «Je gagne minimum 1.500 FCfa ou 2.000 FCfa par jour. C'est suffisant pour subvenir à mes petits besoins», fait savoir Ousmanou.

La ferraille achetée auprès des jeunes collecteurs, est stockée dans des magasins, des cours de maisons ou encore en bordure de routes. En attendant les acheteurs grossistes très souvent venus de Douala, et qui prennent le soin de passer la commande à priori. Mais aucun propriétaire de dépôt à Ngaoundéré ne daigne avancer le prix du kilogramme auprès des grossistes. Sur l'usage qu'on en fait, personne ne prétend savoir davantage. Mais selon des indiscretions, c'est une grande société de la place qui rachète ces métaux, pour les transformer en fer à béton, destiné à la construction des bâtiments. ■



 **Observateur
d'un jour**

Présidentielle 2018

Soyez Observateurs d'un jour.

Avec vos photos et vidéos, où que vous soyez,
faites vivre l'élection du 7 octobre dans votre
bureau de vote sur la page facebook

DE GUIBAI GATAMA

